



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique de l'environnement

Question au Gouvernement n° 119

Texte de la question

GRENELLE DE L'ENVIRONNEMENT

M. le président. La parole est à M. Philippe Plisson, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. Philippe Plisson. Monsieur le ministre d'État, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables, vous venez de vous féliciter de la démarche de Grenelle. Il est vrai que, venant d'un Gouvernement qui est l'un des plus libéraux et des plus conservateurs qu'on ait connus sous la Ve République (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*), les intentions affichées en conclusion du Grenelle de l'environnement sont le meilleur de ce qu'on pouvait espérer, tant on était en droit de craindre le pire. (*Mêmes mouvements.*)

Mais chassez le naturel, il revient au galop ! Ainsi, le signal envoyé aujourd'hui à l'opinion avec ce conseil des ministres décentralisé en Corse, le déplacement en avion des ministres, des collaborateurs et de 1 100 policiers, est caricatural de ce qu'il ne faut pas faire pour l'environnement ; il conviendra de l'évaluer en termes de coût financier, mais surtout de bilan carbone ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Richard Mallié. Quel cinéma !

M. Lucien Degauchy. Et Ségolène en Argentine !

M. Philippe Plisson. Comment ne pas percevoir un décalage entre ce qui est posé comme un enjeu vital pour la planète et le flou dans les propositions du Président de la République sur les sujets les plus décisifs ?

M. Lucien Degauchy. C'est nul !

M. Philippe Plisson. Le statut des OGM et la création de la taxe carbone restent encore en débat, tandis que les circonvolutions de langage utilisées pour " proposer d'ici à un an un plan pour réduire de 50 % l'usage des pesticides dangereux si possible dans les dix ans " reviennent à repousser aux calendes grecques des décisions cruciales pour la santé publique, afin de ne pas déplaire aux lobbies concernés, alors que, dans ses directives, l'Union européenne programme ces interdictions sous huit ans.

M. Lucien Degauchy. Blablabla !

M. Richard Mallié. Quelle est la question ?

M. Philippe Plisson. De même, suspendre l'arrêt des chantiers routiers et aéroportuaires aux cas d'intérêt local laisse la porte grande ouverte aux manoeuvres politiciennes et aux clientélismes de tous poils.

La proposition présentée comme la plus significative, préconisant l'imposition dans les quinze ans de normes de basse tension dans les logements à 50 kilowattheures par mètre carré par an reste bien en deçà de ce qu'il faudrait faire, et loin des normes fixées par l'Allemagne à 15 kilowattheures. (*" La question ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Enfin, alors que la France est proportionnellement le pays qui compte le plus d'incinérateurs et effectue le moins de tri sélectif,...

M. le président. Votre question, s'il vous plaît.

M. Philippe Plisson. ...le problème des déchets, pourtant très sensible pour nos concitoyens qui subissent l'inflation des coûts, reste en suspens.

M. le président. Posez votre question, monsieur Plisson.

M. Philippe Plisson. Quel calendrier effectif êtes-vous en mesure de nous proposer pour la déclinaison des

annonces en programmes d'actions concrets et budgétisés ?

M. le président. Merci.

M. Philippe Plisson. Je n'ai pas fini ! (*Vives protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

S'agissant de la démocratie participative, la concertation ne pouvant se limiter à un forum ponctuel (*Brouhaha sur les bancs de l'Union pour un mouvement populaire*),...

M. le président. Monsieur Plisson, vous n'avez plus la parole.

M. Philippe Plisson. ...allez-vous... (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables.

M. Jean-Louis Borloo, *ministre d'État, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables.*

Monsieur le député, je vais être franc : je vous trouve affligeant ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) Oui, affligeant de vous livrer à un calcul comptable pour le premier conseil des ministres de notre histoire qui se tient en Corse ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Lucien Degauchy. La Corse, c'est moins loin que l'Égypte !

M. le ministre d'État, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables. Certes, le Président Mitterrand n'avait pas le goût de se promener dans cette belle île ès qualités professionnelles. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. Jean Glavany. menteur ! Il y est allé plusieurs fois !

M. le ministre d'État, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables. Mais autorisez-nous à aller à la rencontre des Corses !

Je vous trouve tout aussi affligeant sur le Grenelle de l'environnement. Toutefois, vous avez eu raison de tout mélanger, la Corse et le développement durable, dans votre question : avec la politique de l'université de Corte et la stratégie mise en oeuvre en matière d'énergies renouvelables, la Corse est appelée, comme l'a souhaité François Fillon, à devenir la vitrine du développement durable en France.

M. François Hollande. Seriez-vous le représentant du gouvernement de la Corse ?

M. le ministre d'État, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables. La Corse utilise 33 % d'énergies renouvelables contre 11 % sur le territoire métropolitain ! Voilà la stratégie corse !

Et quand je vous entends parler du Grenelle de l'environnement, qui fut un grand moment démocratique, et qui nous a vus prendre des positions saluées dans toute l'Europe, je me dis qu'à propos de conservatisme, vous savez de quoi vous parlez ! ("*Bravo !*", *applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Plisson](#)

Circonscription : Gironde (11^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 119

Rubrique : Environnement

Ministère interrogé : Écologie, développement et aménagement durables

Ministère attributaire : Écologie, développement et aménagement durables

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er novembre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 1er novembre 2007